

Retour de l'enquête sur les impacts de la guerre en Ukraine sur l'activité économique azurienne

Suite au conflit en Ukraine et aux sanctions économiques décidées par la communauté internationale contre la Russie, la Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur a lancé une enquête auprès de 28 000 entreprises azuriennes afin d'identifier l'impact et les conséquences économiques de la guerre en Ukraine sur leurs activités économiques.

Les premiers retours de ce large panel représentant plus d'1/3 du tissu économique révèlent que plus de **80% des répondants sont impactés par la crise en Ukraine et 60% d'entre eux s'attendent à une baisse de leur chiffre d'affaires.**

4 secteurs sont particulièrement touchés : le commerce, le tourisme suivi par l'industrie et le BTP.

Après deux ans de pandémie, le secteur du commerce commençait à retrouver une dynamique avec une augmentation de l'activité de 8% par rapport à 2020 (+1% par rapport à 2019), les détaillants dans l'alimentaire et l'équipement de la maison enregistrant une forte hausse de leur volume d'affaires. Aujourd'hui ce secteur représente près de 40% des répondants et fait état de difficultés directes ou indirectes suite à la guerre en Ukraine. Le tourisme est le deuxième secteur le plus impacté, représentant 15% des répondants de l'enquête. Dans les Alpes-Maritimes, la clientèle russe, au fort pouvoir d'achat, représente 8% de la clientèle internationale avec des séjours en moyenne d'une semaine à dix jours. Si la crise sanitaire a déjà incité les professionnels du tourisme à s'orienter vers de nouveaux marchés, l'absence des touristes russes devrait pourtant entraîner un manque à gagner de 50 millions d'euros pour l'année 2022. Le secteur de l'industrie arrive en troisième position, représentant 10% des retours, suivi par le BTP avec 7% des retours.

Près de 60% des répondants sont impactés par la hausse des coûts de production en lien avec l'augmentation des coûts de l'énergie. Plus de 20% rencontrent déjà des difficultés d'approvisionnement en matières premières. La guerre en Ukraine rappelle ainsi à la France sa dépendance en aluminium et les industriels auraient seulement trois mois de stock devant eux. L'Hexagone dépend aussi de la Russie pour d'autres matières premières comme le palladium, le platine, le nickel, le minerai de fer, l'acier et des risques significatifs pèsent sur l'aéronautique et la construction navale. L'arrêt des importations du gaz néo ukrainien fait peser un risque supplémentaire sur l'industrie des semi-conducteurs car l'Ukraine fournit plus de 70% du néon, un composant essentiel pour les lasers utilisés dans la fabrication de puces.

Vulnérabilité des entreprises azuriennes face aux risques de cyber-attaque : Les $\frac{3}{4}$ des répondants n'ont pas mis en place d'actions particulières pour se prémunir du risque de cyber-attaques. Face aux enjeux et à la nécessité pour les entreprises d'anticiper ces menaces afin de s'en protéger, la CCI Nice Côte d'Azur propose un accompagnement en matière de cybersécurité. Elle organise ainsi en partenariat avec l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) le 5 avril à 9h00 un **webinaire d'information « Tensions internationales : Quelles mesures cyber mettre en œuvre dans votre entreprise ? »**. L'objectif de cette session gratuite de 45 minutes accessible sur inscription sur [\[webinaire\] - Tensions internationales – Quelles mesures cyber mettre en œuvre dans votre entreprise ? - CCI Nice Côte d'Azur \(cote-azur.cci.fr\)](https://www.cci-nice-cote-azur.fr/webinaire-tensions-internationales-queelles-mesures-cyber-mettre-en-oeuvre-dans-votre-entreprise) est de faire connaître les actions et techniques pour se prémunir au mieux de ce risque en adoptant les bons réflexes en cas d'attaque

Des signes pourtant rassurants : 68% des répondants signalent pourtant qu'il n'y a pas d'arrêt des activités, ni besoin de rapatriement de personnel pour 81% en raison du faible nombre d'implantations de filiales en Ukraine ou en Russie. En effet, pour 95% des répondants, la part de chiffre d'affaires directement en lien avec l'Ukraine ou la Russie se situe en dessous de 25%. L'emploi ne semble pas non plus menacé pour 68% d'entre eux.